

# Chassez le PIB, il revient au galop

---

**Xavier Ricard Lanata** *Xavier Ricard Lanata, ethnologue et philosophe, a été directeur des partenariats internationaux au CCFD-Terre Solidaire (Comité catholique contre la faim et pour le développement), directeur adjoint du centre Bartolomé de Las Casas (Cuzco, Pérou) et directeur de la « Revista andina ». Il est notamment l'auteur de « Blanche est la terre » (Seuil, 2017).*

---

Malgré les critiques récurrentes formulées à l'égard du PIB, il semble bien difficile de s'en affranchir. Qu'est-ce que le PIB a que les autres indicateurs n'ont pas ? Des alternatives crédibles sont-elles possibles ?

---

Le produit intérieur brut (PIB) est indissociable d'une culture du progrès par la jouissance des consommations et l'accroissement de la puissance. Devenu l'indicateur standard de la prospérité collective au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, il entre progressivement en crise à partir des années 1970. Cette remise en cause est concomitante des révoltes libertariennes de la fin des années 1960, de la crise pétrolière (qui témoigne de la corrélation prospérité/dépense énergétique) et de la prise de conscience écologiste<sup>1</sup>. Or le paradoxe est là : aucune de ces ruptures fondamentales n'est parvenue à déloger le PIB de la position centrale qu'il occupe dans les appareils de mesure de la prospérité et dans l'imaginaire collectif. En dépit de tentatives récurrentes pour lui substituer de nouveaux indicateurs de prospérité, qui se sont complexifiés à mesure qu'ils étendaient leur portée à toutes les ramifications du social, le PIB perdure.

Pourtant, le débat sur les indicateurs est dorénavant largement occupé par ses assaillants et le PIB fait figure de forteresse assiégée. Sa chute fait l'objet de conjectures. Jusqu'où tiendra-t-il ? La défaite du PIB ne sera-t-elle pas, nécessairement, celle du régime d'accumulation capitaliste ? Faut-il attendre, voire désirer, son effondrement ? Peut-on, au contraire, parier sur des porosités, des infiltrations, de lentes opérations de conquête diffuse ?

## POUR OU CONTRE LE PIB, UN DÉBAT DE RICHES ?

Le PIB a été contesté au moment même où s'achevaient, en France, les Trente glorieuses et, dans le monde occidental, une période de croissance des productions et des échanges continue depuis près de trente ans. En France, le taux de croissance du PIB passe pour la première fois depuis 1960 sous les 3 % en 1974. La tendance ne s'inversera plus. De nombreux économistes en viennent à évoquer l'hypothèse d'une stagnation séculaire (terme employé pour la première fois en 1934 par Alvin Hansen), à laquelle nous serions condamnés du fait des contraintes naturelles (énergétiques surtout). La prise en compte des « limites de la croissance » est déterminante dans cette remise en cause : si le PIB ne peut plus croître, sur quel ressort compter pour entretenir la dynamique historique des sociétés occidentales ? Quel nouvel horizon assigner au « progrès » ? Ne faut-il pas gager la prospérité sur d'autres critères que la production des biens et services « monétaires » ?

*Ne faut-il pas gager la prospérité sur d'autres  
critères que la production des biens et services  
« monétaires » ?*

On en a déduit que la crise du PIB était avant tout affaire de pays riches, accoutumés à une croissance continue des productions. Mais cette idée simpliste ne résiste pas à l'analyse. D'une part, le PIB est contesté en Occident, à l'orée des années 1970, alors que le taux de chômage par habitant est proche de sa valeur frictionnelle<sup>2</sup> (< 5 %) et que le niveau de prospérité atteint des sommets. Une décennie plus tard, lorsque la « stagflation » (stagnation économique couplée à une inflation élevée)

sera devenue une maladie chronique de l'Occident et le chômage de masse un problème structurel, le PIB devient à nouveau une balise vers laquelle se tournent tous les regards, au grand dam des statisticiens qui multipliaient les initiatives pour enrichir et compléter un indicateur que leurs aînés jugeaient déficient.

D'autre part, la remise en cause du PIB n'est pas demeurée l'apanage de sociétés pouvant se payer le luxe de se soucier d'autres dimensions de la prospérité et du bien-être, une fois leurs besoins primaires satisfaits et à l'instant même où la société de consommation regorgeait de produits de toutes sortes, au point que les marchés semblaient « saturés ». Certes, les débats statistiques sont réservés aux États capables d'entretenir de coûteux instruments de collecte et d'analyse de données. Mais on a vu des pays aux revenus modestes (le Bhoutan, la Bolivie) adopter de nouveaux indicateurs ou constitutionaliser les « droits de la nature », au point de faire de sa préservation l'objectif ultime de toute politique publique.

*Il semblerait plutôt que la remise en cause du PIB et de l'accroissement des productions et des consommations traduise un sentiment d'insatisfaction.*

Il semblerait plutôt que la remise en cause du PIB et de l'accroissement des productions et des consommations comme mesure de la prospérité collective traduise un sentiment d'insatisfaction. Dès 1974, l'économiste Richard Easterlin avait mis en évidence une décorrélation, au-delà d'un certain seuil, entre le niveau de PIB par habitant et le sentiment subjectif de bien-être<sup>3</sup>. Le « [Happy Planet Index](#) » (ou HPI, qui combine empreinte écologique, espérance de vie à la naissance et sentiment de bien-être), publié pour la première fois en 2006, fixe ce seuil à 15 000 dollars US/hab. Au-delà de ce seuil, le ratio PIB/hab. peut continuer à croître, le sentiment de bien-être stagne, voire décroît. La France a atteint ce seuil en 1987. C'est aujourd'hui le cas du Mexique, du Liban, de la Turquie, voire de la Roumanie ou de la Bulgarie. Or ces pays étaient classés en 2009, au titre du HPI, respectivement au 23<sup>e</sup>, 110<sup>e</sup>, 83<sup>e</sup>, 70<sup>e</sup> et 82<sup>e</sup> rangs. Cette décorrélation et cette dispersion traduisent la tolérance, plus ou moins forte selon les sociétés, aux inégalités et à la rigidité sociales. Or

c'est précisément cette hétérogénéité qui rend difficile toute élaboration d'un indicateur de substitution consensuel.

## LA COURSE AUX ALTERNATIVES

Les premières tentatives de dépassement du PIB ont visé à le compléter en adoptant une méthode de valorisation « monétaire » des activités non marchandes du secteur privé<sup>4</sup>. Cette monétarisation leur conférerait une objectivité incontestable, dans un milieu régi par une conception purement quantitative et marchande de l'économie. Ce n'est que par la suite que la démarche s'est radicalisée, pour donner naissance à de nouveaux indicateurs non-monétaires et composites (de type indicateur de développement humain du Programme des Nations unies pour le développement<sup>5</sup>, indicateur de santé sociale<sup>6</sup>) ou à des indicateurs qui combinent données monétaires et non monétaires (Bip 40<sup>7</sup>, indicateur de bien-être économique, ou IBEE<sup>8</sup>). Le propre de ces indicateurs est d'intégrer les données « sociales » qui font défaut au PIB. Parmi celles-ci, certaines sont des moyennes non pondérées (espérance de vie à la naissance, niveau moyen d'éducation, accès aux services de santé), d'autres des agrégats statistiques destinés à mettre en évidence les inégalités de situation, suivant le revenu (indice de Gini<sup>9</sup>, pondération des risques sociaux en fonction du niveau de revenu dans l'IBEE) ou suivant l'âge (indicateur de santé sociale).

Plus récemment, une troisième vague d'indicateurs alternatifs a tenté de prendre en considération la résilience des écosystèmes naturels, indispensables à toute prospérité humaine, en s'inspirant des méthodes de valorisation monétaire des pertes et profits environnementaux issues des travaux de l'économie écologique. Un prix est assigné aux services ou aux dégradations de l'environnement, afin de pouvoir les intégrer à une comptabilité nette qui corrigerait les défauts du PIB. C'est le cas des différents indices de bien-être durable, qui fleurissent à partir du milieu des années 1990 ou, plus récemment, de l'indice d'épargne nette ajustée (utilisé par la Banque mondiale) ou de l'indicateur global de richesses (IWI) de l'Organisation des Nations unies (Onu). Le défaut de ces indicateurs est de représenter la nature et les écosystèmes comme un stock productif, au même titre que le capital ou le travail, ce qui conduit mécaniquement à supposer que l'on peut les substituer les uns aux autres, une hausse du capital productif venant ainsi compenser la dégradation du patrimoine environnemental et sa moindre productivité.

Le premier pays au classement de l'IWI en 2012 est la Chine ! L'écologie scientifique nous enseigne cependant que la nature n'est pas un stock mais un organisme, dont les capacités de reproduction sont nulles lorsque certains seuils sont franchis. Ces effets de seuil ne sont pas pris en compte par des indicateurs monétaires. Seuls font exception à cette règle l'**empreinte écologique**<sup>10</sup> (qui mesure l'impact des activités humaines sur les écosystèmes) et ses dérivés (comme le « **Happy Planet Index** »).

## NE PAS VENDRE TROP TÔT LA PEAU DU PIB...

Ces travaux de recherche de plus en plus nombreux ont fini par inspirer des démarches institutionnelles de grande ampleur, à l'instar de celles entreprises, à l'orée des années 2000 et jusqu'à aujourd'hui, par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), l'Onu, la Commission européenne ou un certain nombre de gouvernements, dont la France (travaux de la Commission Viveret sous le gouvernement de L. Jospin, de la Commission Stiglitz sous celui de N. Sarkozy ou, plus récemment, la loi Sas).

Toutes ces démarches visent à faire des indicateurs alternatifs de véritables instruments de pilotage macro-économique, c'est-à-dire d'articuler les politiques publiques à des objectifs de soutenabilité environnementale et sociale. Mais un tel objectif suppose une convention internationale qui verrait l'ensemble des pays adopter un nouvel indicateur de référence. La difficulté de l'entreprise a progressivement conduit les institutions internationales à agréger des variables au point de produire des architectures statistiques d'une grande complexité, dont le recueil et le suivi sont difficiles, voire impossibles. Ainsi, le tout dernier indicateur international, gagé sur les objectifs de développement durable (ODD) de l'Onu, ne compte pas moins de 17 dimensions, regroupant 169 variables ou « cibles » ! Rares sont les pays dotés d'un appareil statistique suffisamment robuste pour renseigner périodiquement l'ensemble des champs retenus. Un tel enchevêtrement, basé sur l'accumulation des données, condamne ces indicateurs hyper-analytiques à demeurer de purs exercices spéculatifs.

En même temps que l'OCDE et dans la foulée du retentissement international de la Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi (2007), la Commission européenne lançait ses propres indicateurs, qui combinent

aussi, à la manière des indicateurs de développement durable de l'Onu, variables monétaires et non monétaires. En France, la députée Eva Sas faisait voter en 2011 une proposition de loi faisant obligation au gouvernement de publier chaque année un bilan de l'impact social et environnemental de son action. Les indicateurs de la loi Sas reposent sur 10 dimensions et 33 variables, qui vont de l'artificialisation des sols au taux d'emploi et à l'effort de recherche. En dépit de l'effort consacré (au début tout du moins) à la publication des évaluations d'impact prévues par la loi, celle-ci n'a pas durablement infléchi les méthodes et le contenu du débat budgétaire sur les orientations des projets de loi de finance annuels.

Toutes ces tentatives témoignent d'un glissement progressif, que l'expérience européenne représente de manière particulièrement claire. Alors que la conférence inaugurale organisée par la Commission en 2007 portait le titre ambitieux « Au-delà du PIB », la feuille de route publiée en 2009 portait un titre plus modeste : « Le PIB et au-delà »<sup>11</sup>. Renvoyé à la périphérie dans le premier cas, le PIB retrouvait sa position centrale dans le second. De fait, ces travaux se sont ensuite élargis à l'OCDE, dont l'indicateur de vivre mieux (« Better Life Index »), publié en 2012 au terme de cinq années de recherches et de débat, repose sur 23 variables, pour la plupart liées au PIB. D'assiégé, le PIB et ainsi redevenu assiégeant.

## LE PROBLÈME DE LA MESURE DU BIEN-ÊTRE

Les raisons de cet échec ne résultent pas seulement de l'insuffisance de débat démocratique qui a entouré la plupart des initiatives, demeurées l'apanage de chercheurs et d'experts, dans le huis clos des laboratoires et des enceintes internationales. Le premier obstacle à la convergence des indicateurs alternatifs tient à la difficulté, sinon à l'impossibilité, d'une « mesure » du bien-être.

*Aucun indicateur ne peut pleinement rendre compte du sentiment de bien-être.*

Aucun indicateur ne peut pleinement rendre compte du sentiment de bien-être (qui d'entre nous pourrait déterminer de quoi est fait ce sentiment ou le fixer dans la durée ?) et encore moins du bien-être réel.

Le bien-être est une perception fugace, parfois mensongère. Les statisticiens semblent ici réduits à la maxime des moralistes empiristes « *Esse est percipi* », « Être, c'est être perçu ». L'essence fait toujours défaut.

Impossibilité, de surcroît, lorsqu'il s'agit du bien-être des générations futures, dont la mesure est essentielle au calcul des taux d'actualisation sur lesquels repose une partie de l'économie écologique contemporaine. La valeur économique de la nature ne peut être estimée uniquement sur la base des services ou des biens qu'elle produit spontanément et dont s'empare l'appareil de production. Il lui faut aussi connaître le prix que les générations futures accorderont à la nature, de manière à en déduire leur prix actuel et à orienter des décisions d'investissement. Le débat fait rage aujourd'hui pour calculer le « bon taux » d'actualisation, en fonction de la valeur supposée de l'actif futur et du taux de rendement escompté par les investisseurs. On voit d'emblée que plus la valeur future est faible et plus le taux est élevé, moins l'actif « écologique » est rentable<sup>12</sup>. Pour que la nature soit rentable, il faudrait que le taux de rendement soit proche de 0, voire négatif, ou que le prix futur attribué tende vers l'infini. Autrement dit, en économie ouverte, il faudrait admettre qu'aucun rendement ne peut être supérieur à 0 (ce qui revient à renoncer à l'intérêt, sur lequel repose tout le système d'accumulation actuel) ou que la nature a un prix infiniment supérieur à tout le reste, autrement dit n'a pas de prix (ce qui revient à renoncer au signal prix, fondement de l'économie de marché).

Ces difficultés sont en définitive d'ordre moral, davantage qu'économique. Nicholas Georgescu-Roegen avait déjà fait remarquer, dans ses travaux pionniers d'économie écologique, que la préférence pour le futur et le bien-être de nos descendants est une affaire de choix moral (et politique) et qu'aucune tâche n'est plus urgente que d'éduquer nos concitoyens à éprouver quelque empathie pour des descendants qui ne leur sont rien. Il doutait d'ailleurs que l'on pût jamais y parvenir<sup>13</sup>.

## QU'EST-CE QUE LA SOCIÉTÉ ?

La deuxième difficulté est plus fondamentale. Elle tient à un jugement sur ce qui définit la société. On peut estimer en effet que la divergence fondamentale qui oppose les tenants du PIB à ceux qui s'efforcent de lui substituer des indicateurs alternatifs relève de la conception qu'ils se

font de la société. Au fond, pourrait-on dire avec les premiers, la société existe-t-elle ? « *There is no such thing as society* », affirmait Margaret Thatcher de manière péremptoire. Si le corps social n'existe pas, si les hommes ne sont que des atomes isolés, tout indicateur de bien-être qui ferait reposer la prospérité sur un certain état « civilisationnel »<sup>14</sup>, tenant compte de nos rapports de civilité et des relations que nous entretenons avec une nature socialisée, repose sur le néant. Le chemin à parcourir est immense pour convaincre nos contemporains, bien différents de tous ceux qui les ont précédés (qui ne doutaient pas un instant que la société existât et qui lui conféraient même une organicité déterminante) de l'existence de rapports d'interdépendance et de liens dont il ne nous appartient pas de nous affranchir.

Pour surmonter cette impasse, on pourrait raisonnablement tenir la prolifération des indicateurs alternatifs comme une étape nécessaire du renouveau de l'économie politique, en restituant au « social » sa véritable pertinence. Ce qui prélude au choix de tel ou tel indicateur alternatif, ce sont bel et bien des préférences collectives, tributaires de la culture, au sens large, d'une société déterminée.

Certes, le maquis des préférences, dans lequel on se trouve plongé sitôt que l'on quitte l'arithmétique simple et rassurante du PIB, pose problème. En effet, s'il est vrai que la construction du PIB comme mesure standard du bien-être fut en son temps polémique et hasardeuse (ce que les historiens de la question ne se privent pas de rappeler), elle le fut d'autant plus qu'il s'agissait d'une opération de simplification statistique extrême. Le PIB était d'autant plus contesté qu'il retranchait, pour ne conserver du bien-être que l'os, facilement objectivable, des productions et des échanges gagés sur une contrepartie monétaire.

Les indicateurs alternatifs procèdent du mouvement inverse. Il s'agit en somme de ne pas se contenter du spectacle désolant de ce squelette et de lui agréger un corps. Mais on se heurte à une profusion de formes et de sensibilités : quelles composantes ajouter (quelles variables), selon quelles proportions (quelles pondérations) ? Les manières de se représenter la vie en société et notre rapport à la nature diffèrent selon les latitudes, mais aussi à l'intérieur d'une même « aire culturelle » (par exemple en Europe ou en France, suivant que l'on habite dans telle ou telle région). À tel point que l'on vient à considérer les indicateurs « territoriaux » (à l'échelle d'un bassin de vie, voire d'une ville) comme



les seuls susceptibles de recueillir le consensus citoyen. Ainsi, le succès et l'intérêt de ce type de démarche, qui permet d'associer un grand nombre d'acteurs au débat, tient en premier lieu au fait qu'elle pourrait constituer, à bien des égards, une étape nécessaire de repolitisation des problématiques économiques.

---

1 Dont le livre de Rachel Carson, *Printemps silencieux*, éd. Wildproject, 2009 [1962, trad. de l'anglais américain par Jean-François Gravrand et Baptiste Lanaspèze] et le « Rapport Meadows » (*Les limites à la croissance*, 1972, rapport commandité par le Club de Rome) marquent le seuil.

2 Le chômage frictionnel, souvent présenté comme incompressible, désigne la période de transition d'un emploi à l'autre [NDLR].

3 R. Easterlin, « Does economic growth improve the human lot? Some empirical evidence », dans Paul A. David et Melvin W. Reder, *Nations and households in economic growth: essays in honor of Moses Abramovitz*, New York, Academic Press, 1974.

4 Jean Gadrey et Florence Jany-Catrice ont brillamment synthétisé l'histoire récente de l'essor des nouveaux indicateurs de richesse. Nous nous inspirons largement de leur travail (*Les nouveaux indicateurs de richesse*, La Découverte, 2016, 4<sup>e</sup> édition).

5 L'IDH combine des indicateurs démographiques (espérance de vie à la naissance), de niveau d'instruction (taux d'alphabétisation et de scolarisation) et de niveau de revenu (PIB/hab). Il est donc fortement corrélé au PIB/hab.

6 L'indicateur de santé sociale, mis au point par des chercheurs américains (Marc et Marque-Luisa Miringoff) à la fin des années 1990, combine 16 indicateurs sociaux très variés (mortalité infantile, maltraitance des enfants, usage des drogues, niveaux de chômage, espérance de vie des plus de 65 ans, inégalités de revenus, etc.) regroupés par catégories d'âge (enfants, adolescents, adultes, personnes âgées). Cet agrégat permet d'apprécier le niveau de sécurité collective associé à chaque étape de la vie sociale.

7 Le Bip 40 associe des variables monétaires (niveaux de revenus) et non monétaires (regroupées en « dimensions » : emploi, santé, éducation, logement, justice).

8 L'IBEE, mis au point par deux chercheurs canadiens (Lars Osberg et Andrew Sharpe), combine lui aussi des variables monétaires ou « monétarisées » (consommation/hab., stock de richesses/hab. – y compris le patrimoine de ressources naturelles ou le capital humain) et des variables non monétaires : égalité, sécurité économique (taux de chômage, taux d'exposition aux risques chômage, pauvreté, maladie, pondéré en fonction de la situation sociale : familles monoparentales, personnes âgées, etc). L'IBEE peut être considéré comme un indicateur global de « résilience » sociale. Cf. J. Gadrey et F. Jany-Catrice, *op. cit.*, p. 50.

9 L'indice de Gini est un indicateur synthétique d'inégalités de salaires (de revenus, de niveaux de vie...). Il varie entre 0 (égalité parfaite) et 1 (situation la plus inégalitaire possible) [NDLR].

10 La quantité de ressources nécessaires à la satisfaction des besoins d'une population donnée est fonction, d'une part, de son niveau de vie et de consommation et, d'autre part, de la « bioproduktivité » moyenne d'une surface virtuelle, l'« hectare global », qui est une moyenne de la bioproduktivité des grands isotopes mondiaux (terres cultivées, pâturages, forêts, etc.). La biocapacité (la capacité de production et de reproduction des écosystèmes planétaires) faiblit à mesure que l'empreinte écologique s'accroît.

11 J. Gadrey et F. Jany-Catrice, *op. cit.*, p. 90.

12 En effet, si le prix  $P$  d'un bien non dégradé (une forêt, une source d'eau pure) est déduit du prix futur supposé  $P'$ , divisé par un taux d'intérêt arbitraire  $r$ , suivant la formule :  $P = P' / (1+r)$ , alors  $P$  sera d'autant plus élevé que  $P'$  l'est aussi et que  $r$  est faible.

13 « L'un des principaux problèmes écologiques posé à l'humanité est celui des rapports entre la qualité de la vie d'une génération à l'autre et plus particulièrement celui de la répartition de la dot de l'humanité entre toutes les générations. La science économique ne peut même pas songer à traiter ce problème. [...] Le seul moyen de protéger les générations à venir à tout le moins de la consommation excessive de ressources pendant l'abondance actuelle, c'est de nous rééduquer de façon à ressentir quelque empathie pour les êtres humains futurs de la même façon que nous nous sommes intéressés au bien-être de nos 'voisins' contemporains », N. Georgescu-Roegen, *La décroissance. Entropie, écologie, économie*, Sang de la terre, 2006 [1979], pp. 140-144. < [http://classiques.uqac.ca/contemporains/georgescu\\_roegen\\_nicolas/dcroissance/la\\_decroissance](http://classiques.uqac.ca/contemporains/georgescu_roegen_nicolas/dcroissance/la_decroissance) >

14 Dominique Méda, *Au-delà du PIB. Pour une autre mesure de la richesse*, Flammarion, 2008.